



# Étude sur les effets économiques du PGR pour la région de Québec

Rapport final

*Jun 2022*



CHAMBRE  
DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
DE QUÉBEC



*Cette page est laissée volontairement vide*

# Des pertes économiques estimées à 527 M\$ et 7 079 emplois délaissés à terme, en 2028



## Mise en contexte

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) a confié le mandat à Aviseo Conseil de réaliser une étude portant sur les effets du Plan gouvernemental de régionalisation (PGR) de 5 000 emplois de l'administration publique québécoise. L'objectif est de documenter les effets économiques de la délocalisation d'employés de l'État québécois pour la région de Québec, la capitale nationale.

**À terme, 3 613 postes de la fonction publique québécoise sont à risque à Québec**

## Les effets du PGR pour la région de Québec

C'est dans la région de Québec que l'on retrouve le plus grand nombre d'employés de la fonction publique québécoise. Sur les 61 271 emplois équivalent temps complet (ETC) supportés par les 55 organisations et ministères assujettis à la Loi sur la fonction publique, 48 % d'entre eux occupent un poste dans la région de la Capitale-Nationale

- Sachant que le PGR a comme objectif de délocaliser des emplois en zone urbaine vers les régions du Québec, ce sera majoritairement la région de Québec qui sera affectée par le Plan gouvernemental
- En effet, il est estimé qu'à terme, 3 613 postes en moins seront supportés par la fonction publique dans la région de Québec. En incluant un effet d'entraînement sur les familles des postes affectés, il est estimé que 2 031 emplois en plus sont à risque.

Ces postes en moins supportés par le gouvernement à Québec auront des répercussions sur les dépenses de consommation totales dans la région

- Il est estimé qu'en 2028, la masse salariale en moins remise aux employés de la fonction publique à Québec et à leur conjoint(e) se chiffrera à 327 M\$
- Cette baisse de la masse salariale supportée à Québec se traduira en une diminution des dépenses de consommation qui affectera principalement le secteur des services. Il est estimé que les pertes économiques découlant des dépenses de consommation en moins se chiffreront à 156 M\$ et 1 435 emplois ETC seront supportés en moins en 2028.

## Le secteur des services sera le plus fortement touché

Plus concrètement, les commerces de détail et de gros ainsi que le secteur des services d'hébergement et de restauration seront particulièrement affectés. Il s'agit également de deux secteurs qui ont été durement touchés par la crise sanitaire. Il est estimé que les dépenses en moins en alimentation dans la région de Québec se chiffreront à 38,6 M\$, dont 9,5 M\$ dans les restaurants. La délocalisation de postes de l'État québécois a ainsi une incidence directe sur les revenus de plusieurs milliers de commerçants de la région de Québec.

**88 %**

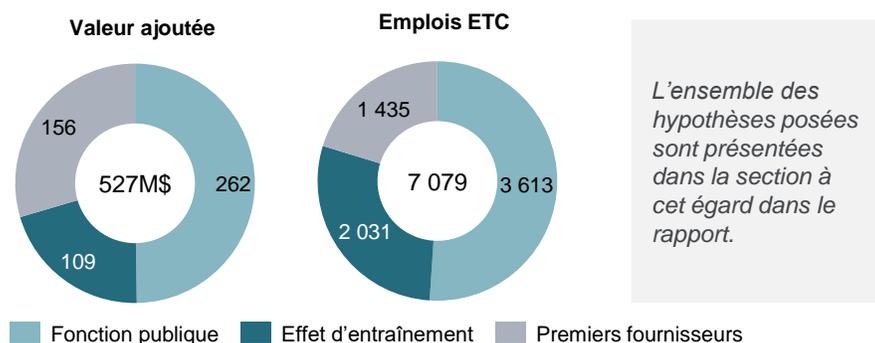
Des emplois délaissés sont dans le secteur des services

**86 %**

De la valeur ajoutée perdue est dans le secteur des services

## Sommaire des pertes économiques

Région de Québec, 2028; en millions \$ 2022; emplois en ETC



## D'autres effets structurants découlant du PGR



Répercussion sur l'achalandage du centre-ville de Québec où l'on retrouve plusieurs édifices à bureau du gouvernement.



Libération de près de 400 000 p2 de superficie de bureau ce qui poussera à la hausse les taux d'inoccupation qui se chiffrent déjà à 9,0 % dans le marché global de Québec et atteint 12,1 % au centre-ville.



Possible baisse des valeurs foncières des commerces au centre-ville de Québec qui pourraient avoir de la difficulté à générer des revenus.

# Table des matières

	<i>page</i>
Mise en contexte et objectif de l'étude	5
Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise	12
Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques	19
Effets économiques du PGR sur la région de Québec	24
Conclusion	32
Annexes	34



# Mise en contexte et objectif de l'étude

## Mise en contexte et objectif de l'étude

Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

Effets économiques du PGR sur la région de Québec

Conclusion

Annexes

# Un rapport portant sur les effets d'une délocalisation d'emplois de l'État québécois hors Québec

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) a confié le mandat à Aviseo Conseil de réaliser une étude portant sur les effets du Plan gouvernemental de régionalisation (PGR) de 5 000 emplois de l'administration publique québécoise. L'objectif est de factuellement documenter les effets économiques de la délocalisation d'employés de l'État québécois pour la région de Québec, la capitale nationale.

Le rapport ne se prononce aucunement sur le fondement de la stratégie gouvernementale et il ne s'agit pas d'une critique, ni d'un appui d'ailleurs, à une décentralisation de 5 000 emplois de l'administration publique québécoise en faveur de municipalités défavorisées en région. Il n'évalue pas non plus l'apport pour les régions d'accueil.

Ainsi, le présent rapport vise à :

- **Brosser sommairement un portrait actuel et évolutif de l'effectif de l'État québécois;**
- **Estimer les pertes économiques pour la région de Québec de la délocalisation d'employés de l'État québécois;**
- **Documenter brièvement des effets structurants découlant du PGR.**

L'évaluation des retombées produite par Aviseo Conseil se base sur les renseignements disponibles entre avril et juin 2022. Les données utilisées proviennent essentiellement de ressources gouvernementales et de données d'agences statistiques reconnues

- Le cadre d'analyse ainsi que les hypothèses posées sont présentés dans la section à cet égard
- Les effets économiques pour la région de Québec sont exprimés principalement en termes de valeur ajoutée et d'emplois délaissés
- Bien que tous les efforts nécessaires aient été faits pour assurer l'exactitude des informations contenues dans le rapport, rien ne garantit qu'elles seront toujours exactes à la date à laquelle le lecteur les recevra ni qu'elles continueront de l'être dans l'avenir.

# Un rapport prenant appui sur trois grandes sections complémentaires

Pour atteindre les objectifs de l'étude, le présent rapport offre un portrait de l'effectif de l'État québécois et les effets du Plan gouvernemental de régionalisation pour la grande région de Québec. À cet effet, le document est divisé en trois grandes sections :

<b>1. Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Cette première section brosse un portrait non exhaustif de l'effectif de l'État québécois en date de mars 2021.</li><li>– La section offre également une vue de l'évolution de l'effectif depuis les cinq dernières années.</li></ul>
<b>2. Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>– L'estimation des effets du PGR pour la région de Québec a nécessité de poser une série d'hypothèses. Ces dernières sont présentées dans cette section.</li><li>– Cette deuxième section présente également le cadre d'analyse utilisé pour estimer les effets du PGR et quelques considérations méthodologiques .</li></ul>
<b>3. Effets économiques du PGR pour la région de Québec</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La troisième section présente les effets économiques pour Québec qui découleront de la délocalisation des employés de la fonction publique. Les pertes économiques sont présentées en termes de valeur ajoutée et d'emplois délaissés.</li><li>- Cette dernière section présente également les effets structurants du PGR pour la région de Québec.</li></ul>



# Liste des acronymes

BGP	Bureaux gouvernementaux partagés
CCIQ	Chambre de commerce et d'industrie de Québec
ETC	Équivalents temps complets
MRC	Municipalité régionale de comté
PGR	Plan gouvernemental de régionalisation
TCAC	Taux de croissance annuel composé
IVE	Indice de vitalité économique
OAP	Organisation de l'administration publique

**Une liste de définitions est présentée à l'annexe 3**



# Le Plan gouvernemental de régionalisation en quelques lignes

Le 24 février 2022, le Gouvernement du Québec a présenté son Plan gouvernemental de régionalisation (PGR) de 5 000 emplois de l'administration publique. Ce plan a pour objectif de « redynamiser » les régions du Québec.

Le Gouvernement considère ce plan comme un levier économique pour les régions du Québec et une façon d'occuper le territoire québécois

- Toutefois, aucune étude n'a été réalisée pour estimer les répercussions de ce plan sur l'économie de Québec, la capitale nationale, où près de 50 % de l'effectif de l'administration publique y travaille.

Dans le plan, le Gouvernement souligne que le projet contribuerait notamment à :

- Occuper les territoires et soutenir leur vitalité;
- Renforcer les régions en ajoutant des emplois;
- Générer des retombées économiques en région par les activités des emplois de l'administration publique et celles des membres de leur famille;
- Renforcer l'expertise régionale sur des enjeux locaux;
- Améliorer la prestation de services aux citoyens et aux citoyennes en région;
- Rapprocher l'administration publique de la population;
- Permettre à des personnes qualifiées de travailler dans la fonction publique tout en demeurant dans une région du Québec.



# Québec mise sur un effort de régionalisation de 5 000 postes de la fonction publique d'ici 2028

Sur les 5 000 postes visés par le PGR, 476 ont déjà été régionalisés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 31 janvier 2021. Au 30 septembre 2022, ce seront 1 524 postes de plus qui auront été délocalisés en région pour un total de 2 000

- Les efforts de délocalisation devraient se poursuivre d'ici 2028 et à la hauteur de 500 emplois en moyenne par année pour atteindre 5 000 postes d'ici la fin du déploiement du Plan.

Le Gouvernement mise sur la collaboration de 55 organisations de l'administration publique

- Sur les 55 organisations, on retrouve 40 ministères et organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique qui cumulent plus de 60 000 employés
- Le résiduel correspond à 15 organismes de l'administration publique non assujettis à la Loi sur la fonction publique qui, ensemble, affichent un bassin de près de 49 500 employés
- Les efforts de régionalisation sont également davantage portés sur les organismes ayant une masse critique de personnel avec un potentiel de régionalisation, une présence en région ou une mission axée sur le développement territorial.

Les MRC ciblées dans le cadre du PGR devaient se trouver hors zone urbaine<sup>1</sup> et afficher un indice de vitalité économique entre les 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> quintiles

- À ce jour, 15 MRC ont été ciblées par le PGR. La liste complète de ces MRC se trouve à l'annexe 1 du rapport.

## Calendrier des efforts de régionalisation

Québec, 2018-2028

	1 <sup>er</sup> oct. 2018 au 31 janv. 2021	1 <sup>er</sup> févr. 2021 au 30 sept. 2022	1 <sup>er</sup> oct. 2022 au 30 sept. 2023	1 <sup>er</sup> oct. 2023 au 30 sept. 2024	1 <sup>er</sup> oct. 2024 au 30 sept. 2025	1 <sup>er</sup> oct. 2025 au 30 sept. 2026	1 <sup>er</sup> oct. 2026 au 30 sept. 2027	1 <sup>er</sup> oct. 2027 au 30 sept. 2028
<b>Nombre d'emplois régionalisés</b>	476	1 524	500	500	500	500	500	500
<b>Cumulatif des emplois</b>	476	2 000	2 500	3 000	3 500	4 000	4 500	5 000

(1) La zone urbaine a été définie à partir d'un périmètre de 75 km de route à partir des centres-villes de Québec et de Montréal.

# Le rôle et l'importance économique d'une capitale nationale

Par définition, la capitale est le lieu où siège le pouvoir politique et administratif d'un État. La capitale est le siège social du gouvernement et génère des bénéfices pour la région dont :

- Une stabilité économique ;
- Des emplois de qualités et bien rémunérés ;
- Le développement de firmes de services professionnels ;
- Le prestige et le rayonnement à l'international de la ville ;
- Un pouvoir d'attractivité auprès des touristes.

Les capitales jouent un rôle unique et représentent les lieux de rassemblements et de décisions, de même que les lieux protocolaires et cérémoniaux

- Les capitales ont des caractéristiques distinctives tant sur le plan culturel que symbolique, ce qui leur confère un caractère unique par rapport aux autres villes
- Au Québec, c'est à Québec que l'on retrouve la plupart des ministères, l'Assemblée nationale et la résidence « officielle » du Premier ministre.

Depuis la fin des années 1990, des initiatives sont prises par le Gouvernement du Québec pour mettre de l'avant Québec comme capitale nationale et ainsi lui octroyer un statut particulier

## Des initiatives pour mettre de l'avant le rôle de la capitale nationale



1. Clause Capitale; elle est née de la *Politique relative à la Capitale-Nationale* rédigée en 1998 et ayant pour but « *d'affirmer Québec comme capitale nationale en plus d'assurer le développement, la consolidation et la diversification de l'économie de la capitale.* »

2. En 2016, l'Assemblée nationale vote la Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs. La loi prévoit, entre autres, que la Ville de Québec est le lieu privilégié et prioritaire pour la tenue de rencontres importantes.



# Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

Mise en contexte et objectif de l'étude

**Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise**

Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

Effets économiques du PGR sur la région de Québec

Conclusion

Annexes

# En 2020-2021, l'État québécois comptait plus de 61 000 employés

De ce nombre, 48 % sont localisés dans la Capitale-Nationale.

Entre 2016-2017 et 2020-2021, le nombre de travailleurs dans la fonction publique au Québec a augmenté en moyenne de 2,2 % par année, soit une hausse totale de 5 170 travailleurs

- La Capitale-Nationale est la région ayant bénéficié le plus de cette croissance, alors que 61 % des emplois additionnels y étaient.

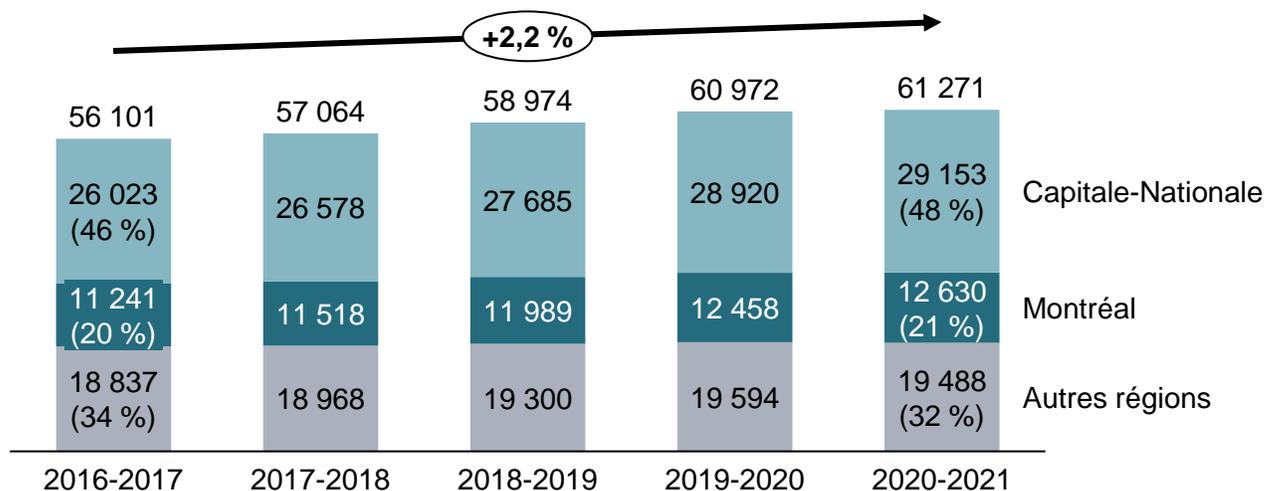
La région de Montréal est la seconde région où l'on retrouve le plus d'employés de la fonction publique, avec 21 % de l'effectif

- Dans les cinq dernières années, l'effectif a crû de 1 390 employés.

Finalement, le tiers de l'effectif de l'administration publique travaille dans une région autre que la Capitale-Nationale ou Montréal.

## Évolution de l'effectif de l'État québécois

Québec, 2016-2017 à 2020-2021; en emplois ETC, en %



## Note au lecteur concernant le portrait

L'analyse de l'état de situation de l'effectif de la fonction publique québécoise se base sur le rapport « L'effectif de la fonction publique du Québec 2020-2021 » rendu disponible par le Conseil du Trésor.

Les données proviennent du Système automatisé de gestion des informations sur les personnes (SAGIP). Ce système comptabilise les employés de tous les ministères et les organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique.

L'effectif des 15 organismes de l'administration publique non assujettis à la Loi sur la fonction publique, qui représente un bassin de près de 49 500 employés, n'est pas inclus dans le portrait.

Finalement, il s'agit d'un portrait non exhaustif de l'état de situation. Nous présentons les informations pertinentes à l'étude.

# Les employés à statut d'emploi de régulier comptent pour 85 % de l'effectif et sont à 50 % situés à Québec

Depuis les cinq dernières années, le nombre d'employés ayant un statut d'emploi de régulier a augmenté en moyenne de 3,2 % par année, alors que les deux autres catégories d'emplois ont diminué

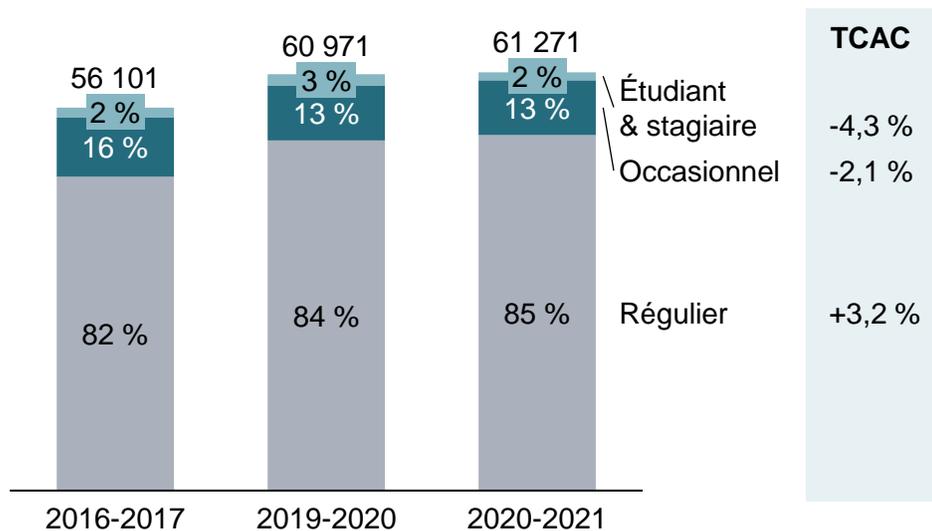
- La baisse observée en 2020-2021 chez les étudiants et stagiaires doit être considérée avec prudence et peut être une conséquence de la crise sanitaire
- À l'inverse, le nombre d'employés ayant un statut d'occasionnel est en constante baisse depuis 2016-2017. Il serait hasardeux d'attribuer la chute de 2020-2021 à un effet conjoncturel lié à la crise sanitaire.

Nous portons une attention particulière aux employés ayant un statut d'emploi de régulier puisqu'ils seront au cœur de l'estimation

- Ces travailleurs sont à 50 % localisés dans la région de la Capitale-Nationale. En retirant les employés travaillant déjà en région, cette proportion grimpe à 72 % d'un ensemble qu'on pourrait dire « urbain »
- Enfin, les employés avec ce statut d'emploi occupent des catégories d'emplois dont la délocalisation vers une région est plus envisageable tels que des professionnels, des techniciens et du personnel de bureau. Il s'agit souvent d'emplois qui ne sont pas des services directs à la population.

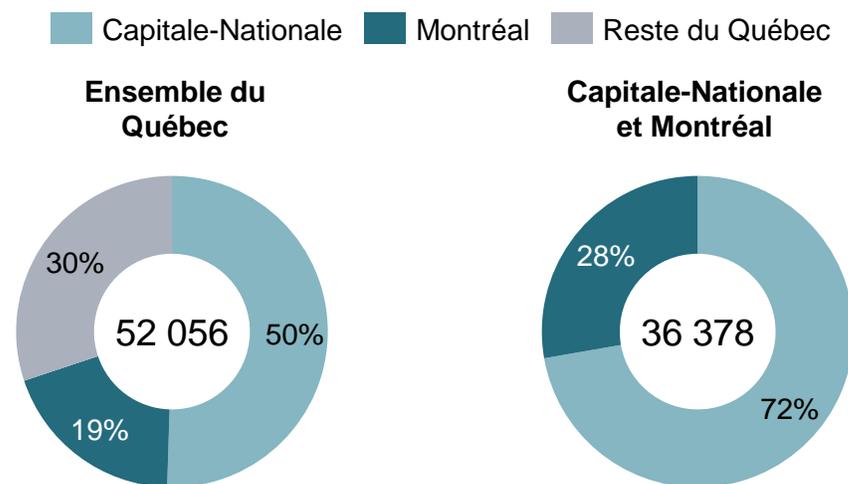
## Variation de l'effectif de la fonction publique selon le statut d'emploi

Québec, 2016-2017 à 2020-2021; en emplois ETC, en %



## Répartition de l'effectif de la fonction publique avec un statut d'emploi de régulier

Québec, 2020-2021; en emplois ETC, en %



# Les employés de l'État québécois avec un statut d'emploi de régulier ont un salaire moyen de 70 700 \$

Parmi les différents statuts d'emploi de la fonction publique, ce sont les travailleurs avec un statut d'emploi de régulier qui bénéficient de la rémunération moyenne la plus élevée

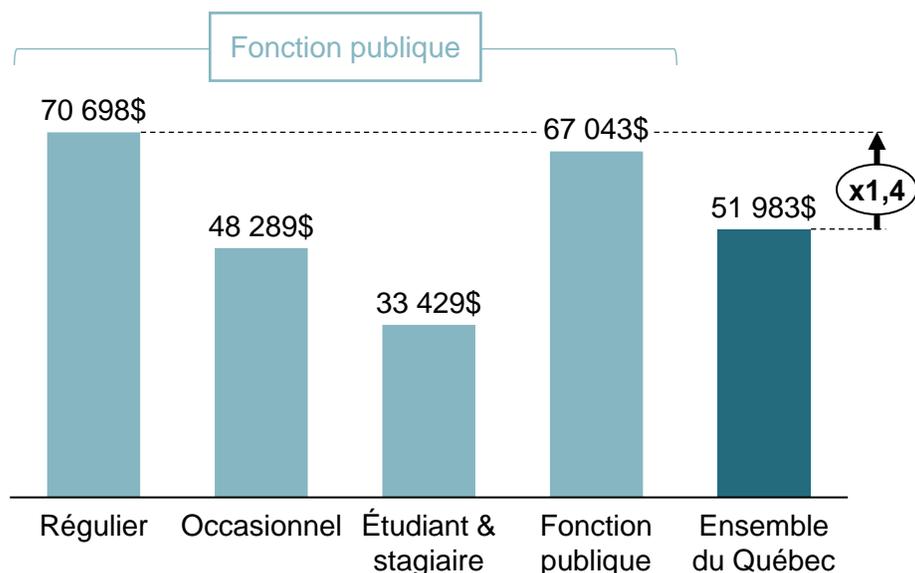
- Ces travailleurs jouissent d'un salaire moyen 1,4 fois supérieur à celui d'un travailleur moyen au Québec (51 983 \$)
- Depuis les cinq dernières années, le salaire moyen des travailleurs avec un statut d'emploi de régulier a augmenté de 10 %, légèrement au-dessus de l'inflation pendant cette même période.

Outre le salaire des employés avec un statut d'emploi de régulier, la rémunération des étudiants et stagiaires a connu la plus forte croissance ces cinq dernières années, en hausse de 26 %

- Il s'agit d'une croissance plus de deux fois supérieure aux autres statuts d'emplois
- Les travailleurs occasionnels ont également connu une hausse de leur rémunération (+8 %), légèrement au-dessus de l'inflation pendant cette même période
- Notons que l'année 2020 a été caractérisée par une période de faible inflation (0,8 %).

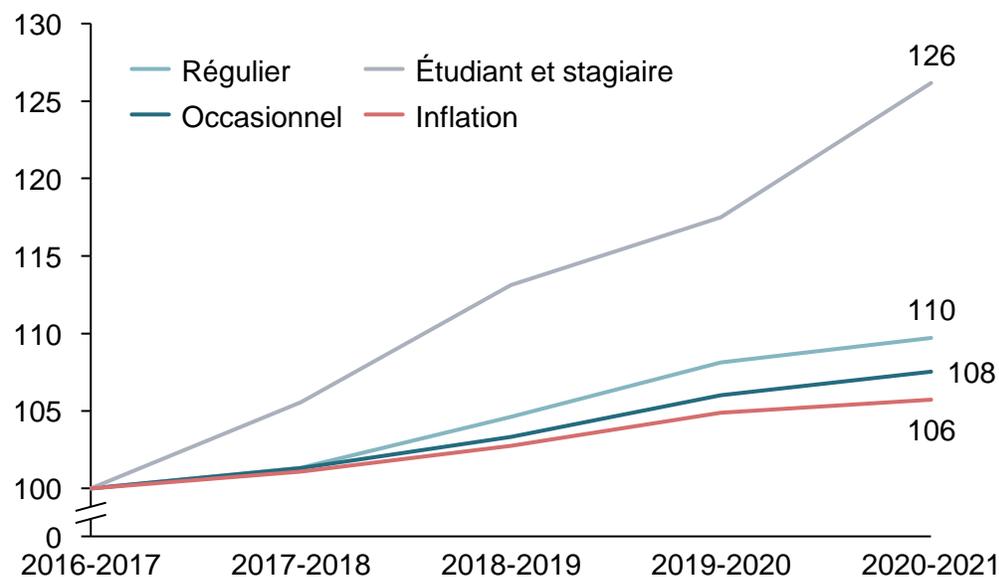
## Salaire moyen des employés de la fonction publique selon le statut d'emploi et salaire moyen au Québec

Québec, 2020-2021; en \$ 2022



## Évolution des salaires moyens par statut d'emploi

Québec, 2016-2017 à 2020-2021; en base 100 (2016-2017=100)



# Le solde net de mobilité de l'effectif de la fonction publique varie grandement d'une année à l'autre

Il est intéressant de comparer le solde net de la Capitale-Nationale excluant Montréal au solde net incluant Montréal afin d'identifier les possibles effets du PGR

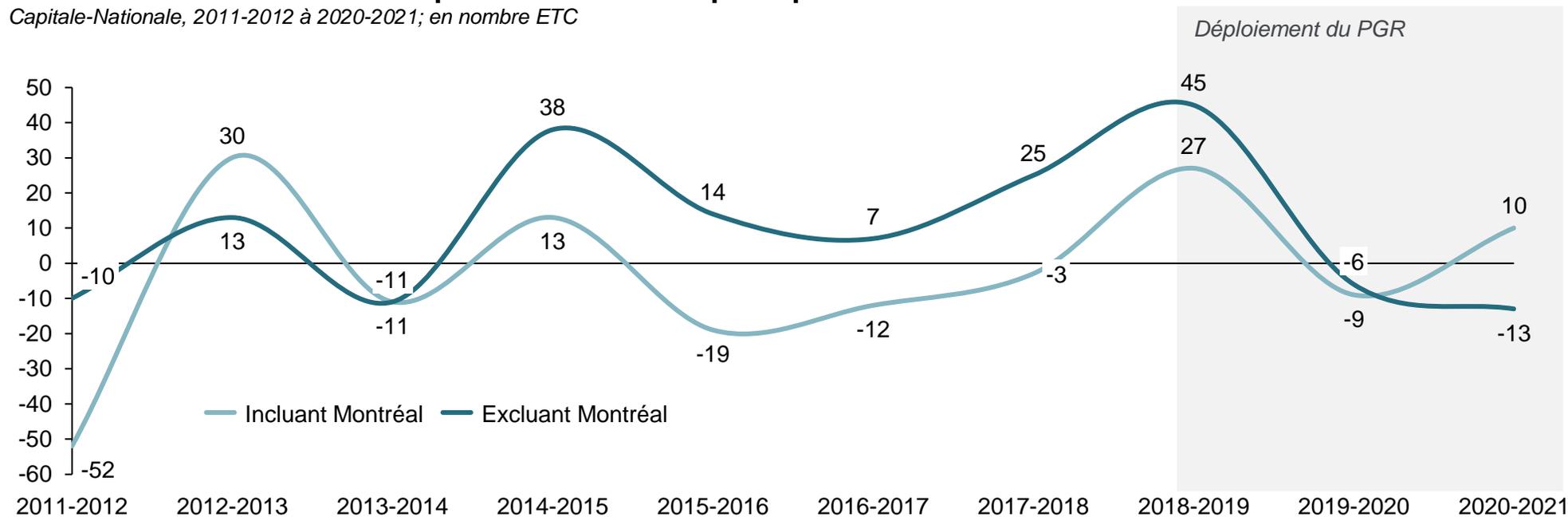
- Rappelons, tout d'abord, que dans le cadre du PGR, les travailleurs de Québec ne seront pas relocalisés à Montréal, ni l'inverse, d'où l'importance de regarder le solde net excluant Montréal

Depuis les 10 dernières années, le solde net de mobilité de l'effectif de la fonction publique de la Capitale-Nationale – excluant Montréal – s'est presque toujours soldé dans le positif, signifiant que le nombre de travailleurs de la fonction publique arrivant dans la Capitale-Nationale était plus élevé que ceux qui quittaient

- Néanmoins, depuis 2019-2020, il affiche un solde négatif. Il est encore trop tôt pour conclure s'il s'agit des effets du PGR, qui est entré en vigueur en 2018, ou de la crise sanitaire qui a poussé bon nombre de travailleurs à déménager en région
- Il sera intéressant de suivre l'évolution de cet indicateur dans le futur.

## Évolution du solde net des emplois de la fonction publique

Capitale-Nationale, 2011-2012 à 2020-2021; en nombre ETC



# L'envergure de la mobilité de l'effectif vers Montréal et Chaudière-Appalaches est plus forte

En moyenne, depuis les cinq dernières années, l'effectif de la fonction publique travaillant dans la Capitale-Nationale quitte principalement pour Montréal et Chaudière-Appalaches

- Selon les données du Conseil du Trésor, c'est en moyenne 73 travailleurs de l'État québécois qui quittent annuellement vers la région de Montréal contre 64 travailleurs qui font le chemin inverse
- Au net, ce sont neuf travailleurs que la Capitale-Nationale perd en moyenne annuellement depuis 2016-2017 au profit de Montréal
- Le constat est relativement le même lorsqu'on regarde le mouvement du personnel de la fonction publique entre la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches
- Le solde net entre ces deux régions est de cinq travailleurs en moyenne depuis 2016-2017 au profit de Chaudière-Appalaches.

## Solde net moyen de l'effectif de la fonction publique de la Capitale-Nationale

Capitale-Nationale, moyenne 5 ans (2016-2017 à 2020-2021); en nombre



# La masse salariale du Gouvernement augmente plus rapidement que son effectif

Elle s'est chiffrée en 2020-2021 à plus de 4 milliards \$.

Entre 2016-2017 et 2020-2021, la masse salariale totale supportée par la fonction publique québécoise a augmenté en moyenne de 4,9 % par année

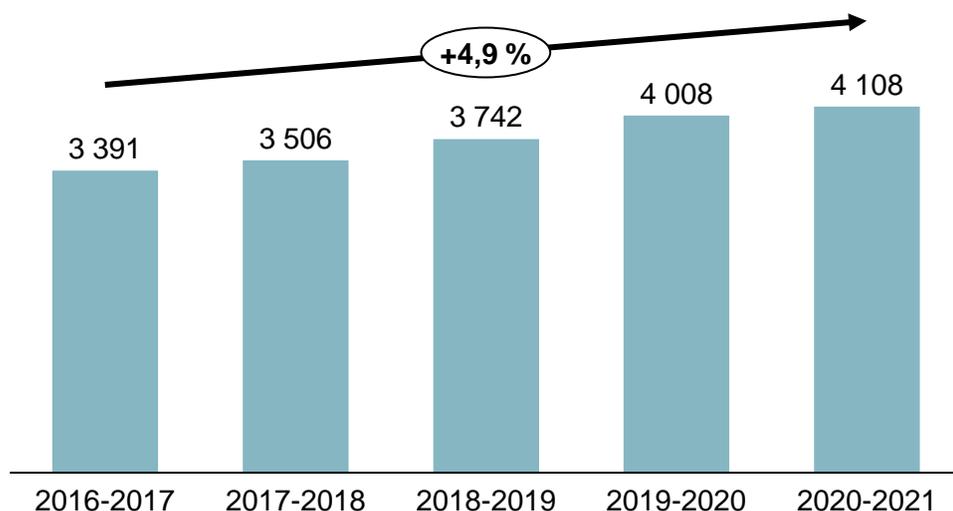
- Pendant cette même période, l'inflation a augmenté en moyenne de 1,4 % par année. La croissance réelle de la masse salariale s'est donc chiffrée à 3,5 % en moyenne par année
- Les échelles salariales contribuent à faire augmenter la masse salariale plus rapidement que l'inflation, mais également la croissance de l'effectif.
- Les travailleurs de la fonction publique ont ainsi vu leur pouvoir d'achat augmenter pendant cette période.

Avec une croissance de 21 % de la masse salariale et de 9 % de l'effectif, les travailleurs de la fonction publique – tout statut d'emploi confondu – ont bénéficié d'un salaire moyen plus élevé

- Il est passé de 60 450 \$ à 67 043 \$ entre 2016-2017 et 2020-2021, pour une hausse réelle de 1,2 % en moyenne par année
- Néanmoins, la croissance du salaire moyen de la fonction publique a été inférieure à l'ensemble du Québec où le salaire moyen réel a augmenté, en moyenne, de 2,7 % par année pendant la même période.

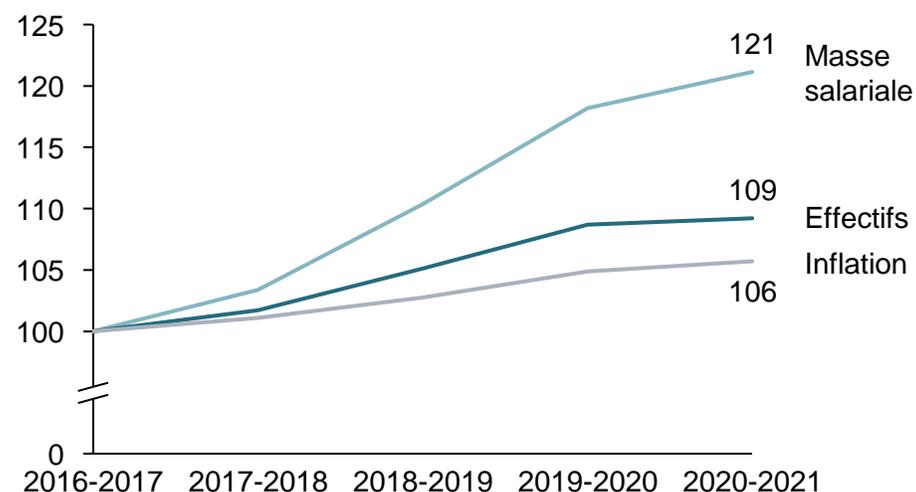
## Évolution de la masse salariale

Québec, 2016-2017 à 2020-2021; en millions \$



## Évolution de l'effectif et de la masse salariale

Québec, 2016-2017 à 2020-2021; en base 100 (2016-2017 = 100)





# Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

Mise en contexte et objectif de l'étude

Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

**Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques**

Effets économiques du PGR sur la région de Québec

Conclusion

Annexes

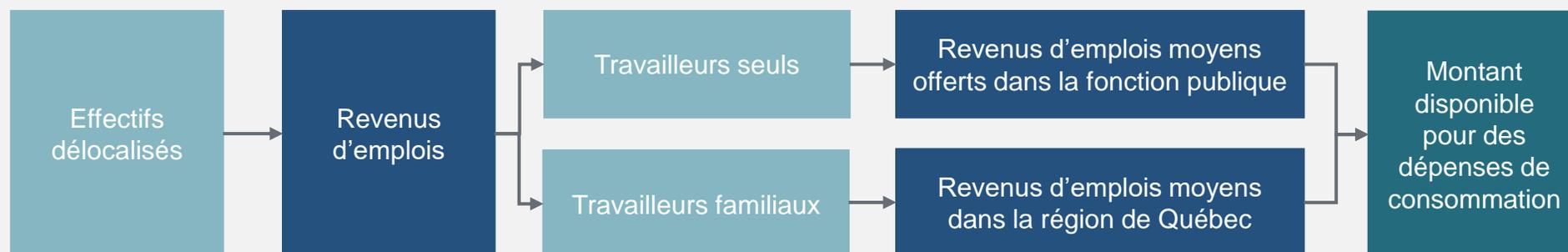


# Cadre d'analyse lié à l'estimation du choc de dépense en moins à la suite de la délocalisation d'emplois de l'État québécois

Le cadre d'analyse développé repose sur un choc de dépenses composé des salaires et traitements des emplois de la fonction publique délocalisés et de l'effet d'entraînement sur leur famille

- Les hypothèses sur lesquelles le choc de dépenses a été construit sont présentées à la page suivante. Elles reposent principalement sur le nombre d'emplois qui seront délocalisés et le revenu d'emploi moyen de ces emplois
- Le cadre d'analyse développé suit une approche conservatrice. À chaque fois que nous devons poser une hypothèse, nous avons systématiquement choisi la plus prudente
- Les résultats présentés doivent être interprétés comme un plancher.

## Cadre d'analyse des pertes économiques de la délocalisation d'emplois de l'État québécois





# Une série d'hypothèses à considérer pour estimer la masse salariale affectée par le PGR (1/2)

**Aviseo pose une série d'hypothèses prudentes pour alimenter son modèle. Ainsi, la masse salariale estimée et les pertes économiques qui en découlent constituent un plancher et l'effet réel pourrait être plus important.**

## Les efforts de régionalisation du PGR

Lors du dévoilement du PGR, le Gouvernement a ciblé trois canaux possibles pour le déploiement de 5 000 postes de la fonction publique en région sont :

1. la dotation en région d'emplois devenus vacants en zone urbaine;
2. la création de nouveaux emplois en région
3. le déplacement d'un emploi en zone urbaine vers une région.

Bien que les deux premiers canaux ne constituent pas un déplacement d'un emploi, il s'agit quand même d'emplois qui auraient été habituellement créés ou comblés en zone urbaine. En ce sens, la dotation ou la création d'un emploi en région représente un emploi de moins en zone urbaine, donc une masse salariale en moins distribuée dans les zones urbaines. C'est sur cette base que nos hypothèses ont été formulées.

Le PGR se déroule sur une période de 10 ans, entre 2018 et 2028. **Les pertes économiques estimées sont celles à terme du PGR, c'est-à-dire en 2028.**

## L'effectif de l'État québécois affecté par le PRG

L'estimation se base sur la part de l'effectif de l'État québécois avec un statut d'emploi de régulier. Ces travailleurs représentent 85 % de l'effectif. Étant donné que le PGR a pour objectif de délocaliser des emplois en zone urbaine vers les régions, nous avons retiré les emplois avec un statut d'emploi de régulier déjà localisés en zone urbaine (Capitale-Nationale et Montréal). Il est alors estimé que 72 % des travailleurs avec un statut d'emploi de régulier sont localisés à Québec. À terme, sur les 5 000 emplois qui seront délocalisés en région, on estime que 3 613 postes de la région de Québec seront affectés.

## L'effet d'entraînement sur les familles

Afin de capter l'ensemble des effets du PGR, nous avons ajouté une composante « famille ». En effet, il serait incomplet de supposer que les postes qui seront délocalisés n'auront pas d'effet sur les emplois de leur conjoint(e). En ce sens, Aviseo s'est référée au recensement de 2016 pour estimer la part de la population en couple. Cette proportion était de 56 %. Nous avons estimé que 56 % des 3 613 emplois touchés par le PGR aura un effet d'entraînement sur leur famille. Ça représente, à terme, un risque pour 2 031 emplois de plus.

La composante « enfant » n'a pas été retenue dans l'effet d'entraînement. De plus, Aviseo n'a pas retenu les couples de fonctionnaires dont la composante est somme toute marginale.



# Une série d'hypothèses à considérer pour estimer la masse salariale affectée par le PGR (1/2)

## L'estimation de la masse salariale en moins distribuée à des travailleurs de la région de Québec

Pour estimer le choc dans l'économie, Aviseo a basé ses estimations sur le salaire moyen des travailleurs de la fonction publique ayant un statut d'emploi de régulier. En 2020-2021, un travailleur de l'État avec un statut d'emploi de régulier gagnait en moyenne 70 698 \$. Le salaire moyen a été ajusté à l'inflation prévue par le *Conference Board* du Canada jusqu'en 2028, année de la fin du PGR. Il s'agit d'une hypothèse prudente sachant que les échelles salariales au sein du gouvernement augmentent plus rapidement que l'inflation.

Deuxièmement, le revenu d'emploi moyen du conjoint ou de la conjointe est estimé à partir du revenu moyen d'un employé à temps plein, âgé entre 25 à 64 ans et travaillant dans la région de Québec. Ce revenu d'emploi provient du recensement de 2016. Nous avons appliqué l'inflation afin d'estimer le revenu jusqu'en 2028. Il est estimé que la masse salariale non distribuée, à terme, dans la région de Québec, se chiffre à 371 millions \$ de 2022.

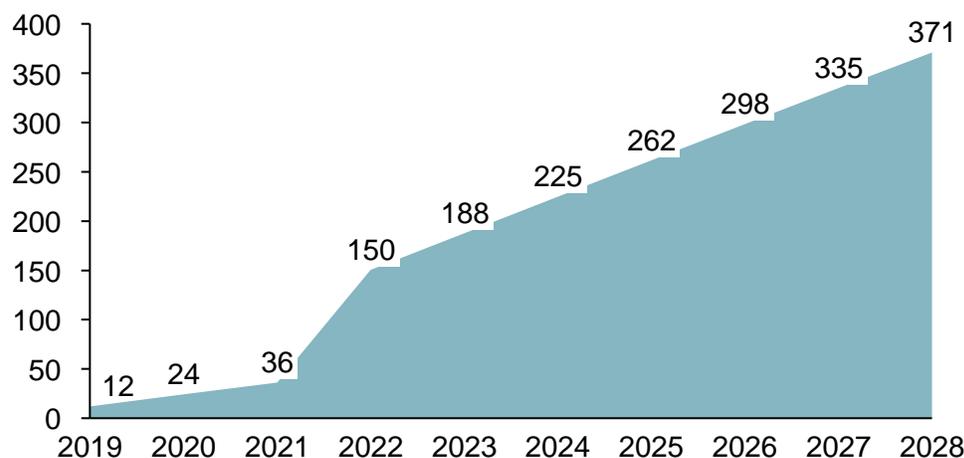
## Les résultats présentés sont cumulatifs à l'année 10

Les estimations sont basées sur l'effet du PGR une fois que celui-ci sera totalement déployé, c'est-à-dire en 2028. Les effets économiques du PGR sur la région de Québec se feront ressentir graduellement jusqu'à l'atteinte de 2028.

Nous avons choisi de présenter les résultats une fois le PGR totalement déployé afin de garder une approche conservatrice et pour en faciliter la compréhension.

## Évolution de la masse salariale affectée

Québec, 2018-2028; en millions \$ 2022



## Composantes du choc économique

Québec, 2018-2028; en ETC, en millions \$ 2022

	Fonction publique	Effet d'entraînement	Total
Emplois (en ETC)	3 613	2 031	5 644
Masse salariale (en M\$ 2022)	262,2	108,8	371,0



# Considérations méthodologiques

Les retombées économiques estiment l'effet d'un choc de dépenses dans l'économie. Ce dernier est constitué des dépenses de consommation des travailleurs qui quitteront la région de Québec. Les retombées économiques présentées pour la région de Québec sont brutes.

Le calcul des retombées économiques s'exprime habituellement en termes de valeur ajoutée, d'emplois supportés et de revenus fiscaux. Dans le cadre de cette étude, étant donné que nous nous concentrons sur la région de Québec, les retombées seront présentées en termes de valeur ajoutée et d'emplois délaissés. Indépendamment de la localisation du travailleur, les gouvernements perçoivent toujours des revenus fiscaux.

## Des retombées estimées à partir des dépenses courantes des ménages

L'estimation des retombées économiques s'est faite à partir des dépenses courantes en moins encourues par les travailleurs dont les postes seront délocalisés à l'extérieur de la région de Québec. Pour maintenir une approche conservatrice, l'estimation ne prend pas en considération les dépenses de fonctionnement du gouvernement. En effet, puisque les postes sont délocalisés, et non abolis, il serait erroné d'attribuer à ces départs une baisse des dépenses de fonctionnement du gouvernement. De plus, que le travailleur soit localisé à Québec ou dans une région, les dépenses réalisées par le gouvernement se font auprès des mêmes fournisseurs. Pour ces raisons, l'estimation des pertes économiques se base sur les dépenses courantes qui seront réalisées en moins dans la région de Québec.

Finalement, les dépenses touristiques, qui représentent moins de 5 % des dépenses courantes des ménages, n'ont pas été retirées du choc étant donné la part non significative qu'elles représentent dans le choc total.

## La régionalisation complexe à estimer

Considérant que la majorité des dépenses courantes des ménages sont des dépenses en services (restaurants, commerces, etc.), il est raisonnable d'attribuer l'ensemble des retombées économiques des premiers fournisseurs (effets directs) à la région de Québec. Afin de maintenir une estimation conservatrice, les effets indirects ont été mis de côté et non attribués à Québec. Ils représentaient près de 25 % des retombées économiques totales.

De plus, le PGR cible la municipalité de La Malbaie. Par définition, cette municipalité fait partie intégrante de la Capitale-Nationale. Notre étude se concentre sur l'effet du PGR pour la région de Québec uniquement. Les emplois délocalisés vers cette municipalité sont également inclus dans l'estimation.

## Les retombées induites sont exclues

Les retombées induites découlent des dépenses de consommations en moins réalisées par les emplois délaissés. Elles ont été exclues du calcul étant donné la situation actuelle du marché de l'emploi. Avec un taux de chômage historiquement bas à Québec, les travailleurs qui perdraient leur emploi dû au ralentissement de l'activité économique seraient en mesure de s'en trouver un autre assez rapidement.



# Effets économiques du PGR sur la région de Québec

Mise en contexte et objectif de l'étude

Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

**Effets économiques du PGR sur la région de Québec**

Conclusion

Annexes

# 371 millions \$ seront distribués en moins en salaire dans la région à la fin du déploiement du PGR

Sur ce total, 262 millions \$ sont issus des travailleurs de la fonction publique et 109 millions \$ de leur famille

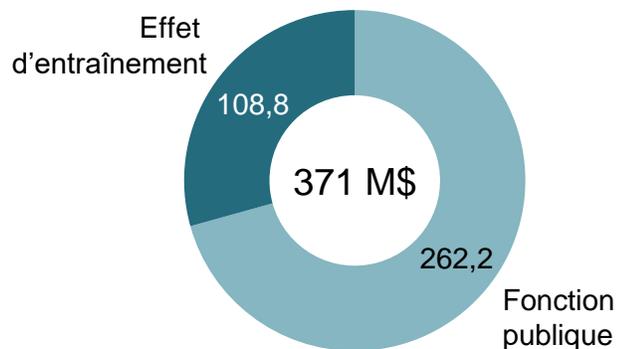
- Cette perte pour la région de Québec se traduit par une baisse des dépenses de consommation, par exemple dans les commerces et restaurants de la région
- Sur une base annuelle, la masse salariale en moins distribuée dans la région de Québec représente 1,9 % de la masse salariale totale habituellement partagée entre les travailleurs de la fonction publique à Québec.

De plus, il est estimé que la région de Québec perdra, à terme, 5 644 emplois

- La majorité de ces emplois, soit 3 613, sont dans la fonction publique
- Il est également estimé que 2 031 emplois de plus sont à risque si on considère un effet d'entraînement sur les familles
- Ces 5 644 emplois en moins représentent l'équivalent de 1,3 % du marché de l'emploi de la région métropolitaine de recensement de Québec.

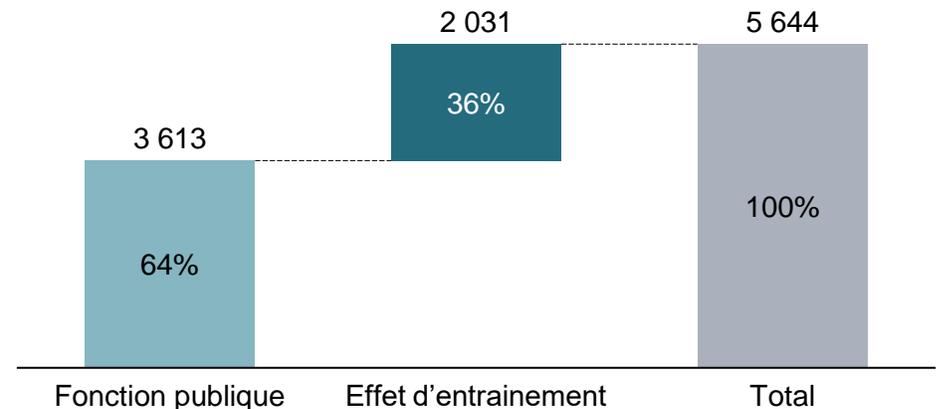
## Masse salariale distribuée en moins à Québec

Capitale-Nationale, 2028; en millions \$ 2022



## Nombre d'emplois en moins à Québec

Capitale-Nationale, 2028; en ETC



**Il s'agit des effets cumulés une fois que le PGR sera complété, en 2028**

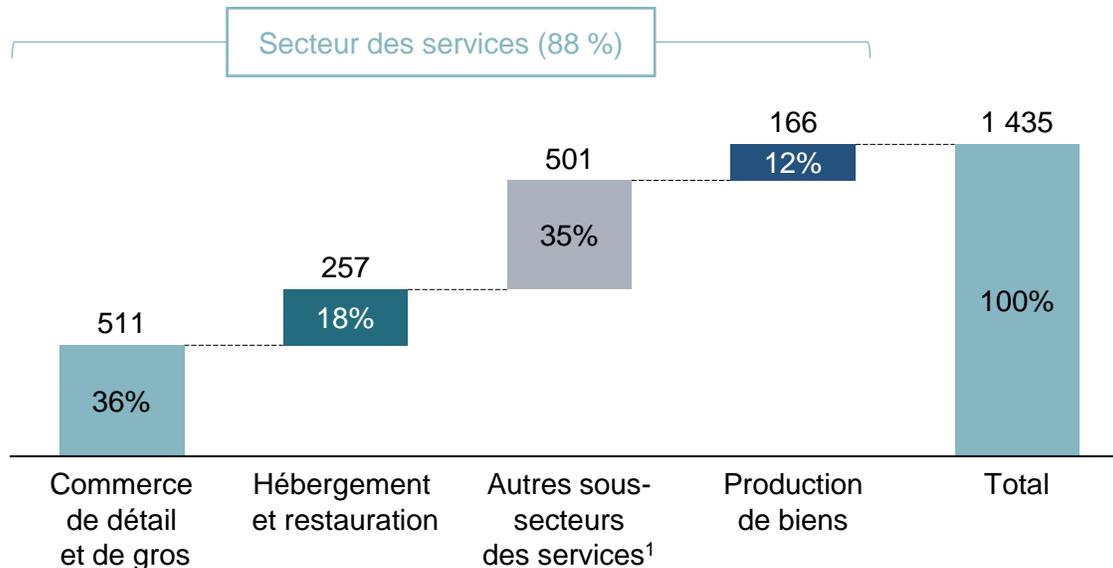
# 155 millions \$ en perte économique liée aux dépenses de consommation en moins des 3 613 ménages

On estime que les dépenses de consommation des 3 613 ménages représentent une perte économique de 155,8 millions \$ et 1 435 emplois ETC en moins

- Tout d’abord, sur les 155,8 millions \$ générés en moins, le secteur des services représente 86 % des pertes économiques (134,3 millions \$) et le secteur de la production de biens 14 %
- De plus, sur les 1 435 emplois ETC supportés en moins, 88 % d’entre eux se retrouvent dans le secteur des services.
- Le secteur du commerce de détail et de gros perdra 511 emplois et celui de l’hébergement et de la restauration 257
  - Ces pertes représentent respectivement 1,0 % et 1,6 % des emplois de ces deux secteurs en 2021 dans la Capitale-Nationale.

## Emplois ETC supportés en moins

Capitale-Nationale, 2028; en millions \$ 2022



**155,8 M\$**

En valeur ajoutée générée en moins



**86 %**

Part de la valeur ajoutée perdue dans le secteur des services

(1) Il est inclus dans la catégorie « Autres sous-secteurs des services », le secteur des soins de santé et assistance sociale, service financiers et assurance, arts, spectacles et loisirs, services immobiliers et location, etc.

# Le secteur des services, déjà fragilisé par la crise sanitaire, sera le plus touché

En effet, tel que présenté à la page précédente, 88 % des pertes économiques liées aux dépenses de consommation en moins dans la région de Québec toucheront le secteur des services et 14 % le secteur de la production de biens

– Les secteurs du commerce de détail et de gros et de l’hébergement et de la restauration seront particulièrement affectés.

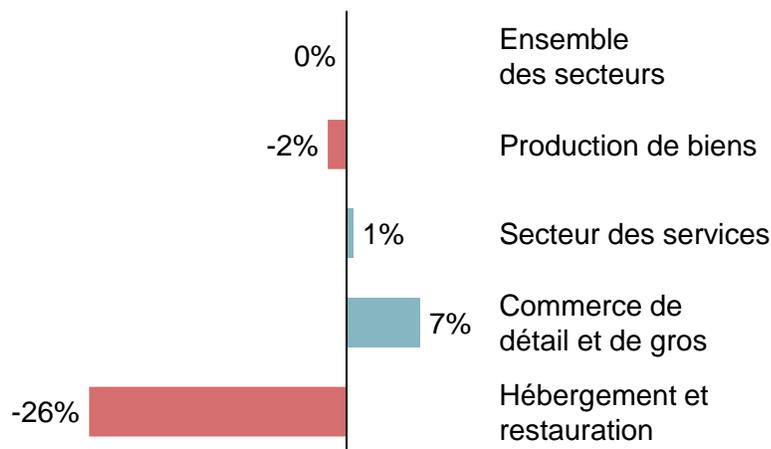
Ces deux secteurs ont été plus durement touchés par la crise sanitaire et peinent à retrouver leur niveau d’emploi pré-pandémique

– En 2021, le secteur du commerce de détail et de gros était toujours en situation de déficit (-13 %). Le constat est encore plus marquant pour le secteur de l’hébergement et de la restauration, alors que le niveau d’emploi est 41 % moins élevé qu’en 2019

– Du côté du PIB, le secteur du commerce de détail et de gros a été en mesure de retrouver son niveau pré-pandémique en 2021. Toutefois, le portrait est totalement différent dans le secteur de l’hébergement et de la restauration où le PIB réel en 2021 a été 26 % moins élevé que son niveau de 2019.

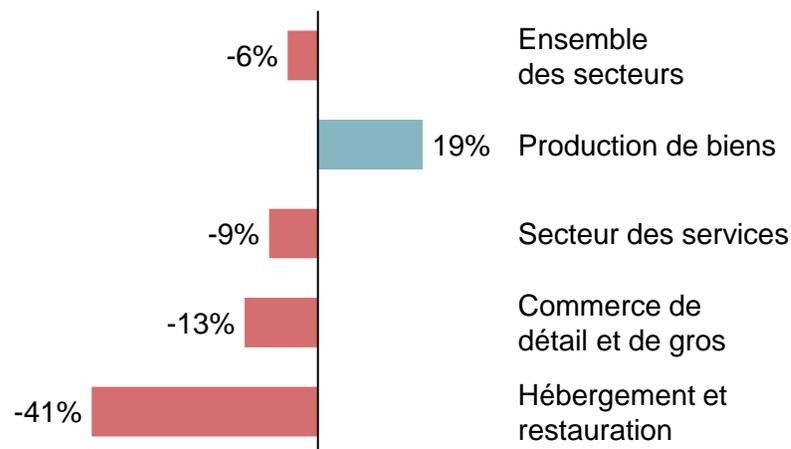
## Variation du PIB réel en raison de la pandémie

Québec, variation 2021 par rapport à 2019; en %



## Variation de l’emploi en raison de la pandémie

Capitale-Nationale, variation 2021 par rapport à 2019; en %



(1) Il est inclus dans la catégorie « Autres sous-secteurs des services », le secteur des soins de santé et assistance sociale, service financiers et assurance, arts, spectacles et loisirs, services immobiliers et location, etc.

Sources : Statistique du Canada, Institut de la statistique du Québec, Analyse Aviseo Conseil, 2022

# Un total de 527 millions \$ en moins en valeur ajoutée à Québec

En combinant les salaires et traitements des emplois délocalisés aux pertes économiques découlant des dépenses de consommation en moins, il est estimé que la région de Québec subira, à terme, des pertes économiques de 526,8 millions \$

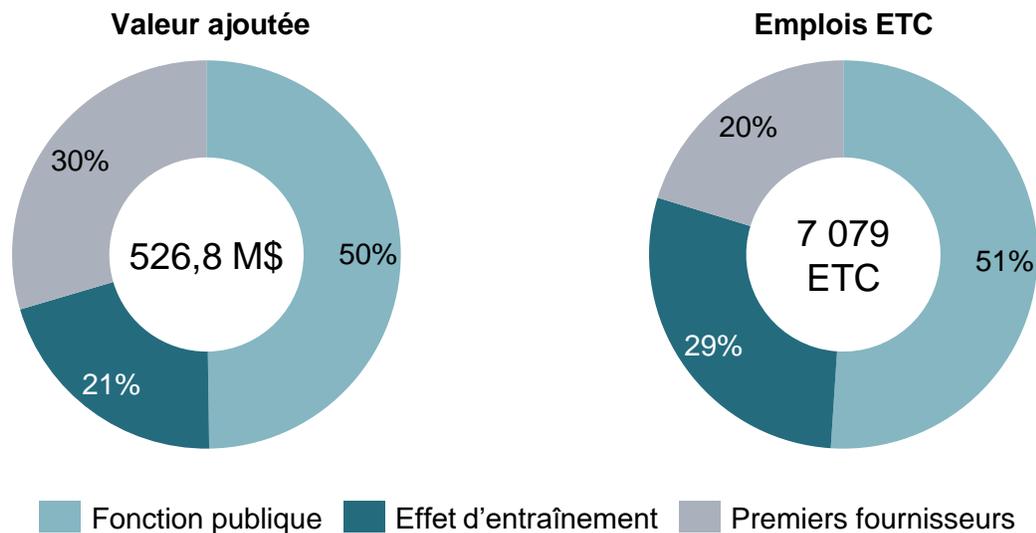
- La croissance du PIB réel entre 2010 et 2019 dans la RMR de Québec s’est chiffrée à 1,9 %. La perte économique de 527 millions \$ représente 0,1 % de la croissance réelle des 10 dernières années, une part qui pourrait sembler minime, mais qui est, au contraire, significative dans un contexte où la croissance économique est limitée.

7 079 emplois ETC en moins seront supportés dans la région de Québec à terme, en 2028, ce qui représente 1,6 % de l’emploi total de 2022

- En se basant sur les prévisions du Conference Board, les 7 079 emplois représenteraient un peu moins de 1,5 % de l’emploi total en 2028.

## Pertes économiques totales pour la Capitale-Nationale

Capitale-Nationale, 2028; en emplois ETC, en millions \$ de 2022



## Produit intérieur brut au prix de base



La valeur ajoutée estimée est celle au prix de base. Elle est obtenue avec la sommation de la rémunération des facteurs, soit les salaires et traitements avant impôt, les revenus mixtes bruts et les autres revenus bruts avant impôt.

Pour chiffrer la vraie perte économique liée au départ des 3 600 travailleurs de la fonction publique et de leur conjoint(e), nous devons ajouter les salaires et traitements totaux des travailleurs qui quitteront la région de Québec. Cet ajout explique que la perte économique réelle se chiffre à 527 millions \$.

# À terme, ce sont des millions \$ dépensés en moins dans les commerces et restaurants de Québec

Il est estimé qu'un ménage dépense en moyenne 10 694 \$ en alimentation, dont 2 638 \$ dans les restaurants, et 5 428 \$ dans les commerces en ameublement, équipements ménagers, vêtements et accessoires.

À terme, les 3 613 ménages affectés par le PGR représentent une perte de 58 millions \$ en dépenses alimentaires et dans les commerces de détail de la région

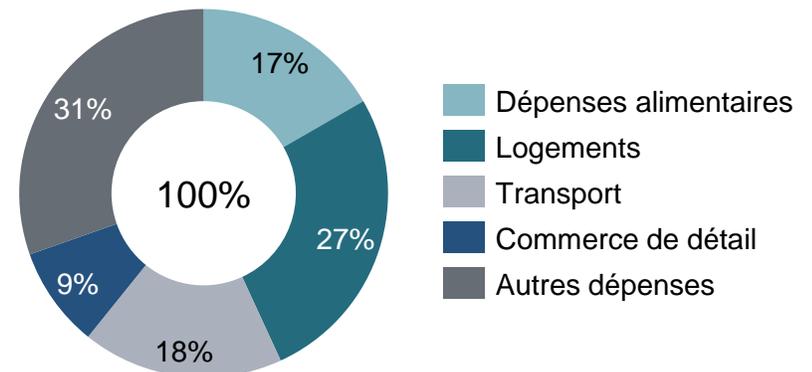
- Sur la base de la structure de dépense moyenne d'un ménage, les dépenses alimentaires et dans les commerces de détail représentent respectivement 17 % et 9 % des dépenses totales
- Les dépenses en alimentation en moins sont estimées à 38,6 millions \$. De cette somme, 29,1 millions \$ sont habituellement dépensés dans les magasins d'alimentation et 9,5 millions \$ dans les restaurants
- À titre d'exemple, le chiffre d'affaires moyen d'un restaurant à service complet au Canada s'élève à plus ou moins 575 000 \$. Ainsi, les dépenses réalisées en moins représentent le chiffre d'affaires de 16,7 restaurants.

La délocalisation de postes de l'État québécois a ainsi une incidence directe sur les revenus de plusieurs milliers de commerçants de la région de Québec.



## Dépenses de consommation moyennes par ménage

Québec, 2019; en %



# Les effets du PGR ne se limitent pas aux pertes économiques (1/2)



## Les valeurs foncières des commerces avoisinants

- Les valeurs foncières des commerces sont basées sur leur capacité à générer des revenus. La baisse de la consommation dans les commerces avoisinants les bureaux où les travailleurs étaient localisés affectera à la baisse la capacité de ces commerces à générer de la richesse. Ultimement, les valeurs foncières de ces commerces pourraient diminuer et affecter négativement la base fiscale de la Ville de Québec.



## Les espaces à bureau

- Il est estimé que les 3 600 travailleurs de la fonction publique libéreront pas moins de 397 500 pieds carrés de superficie de bureau, ce qui poussera à la hausse le taux d'inoccupation qui se chiffre déjà à 9,0 % dans le marché global à Québec et atteint 12,1 % au centre-ville.



## Les mises en chantier

- Depuis les 10 dernières années, les mises en chantier dans la RMR de Québec se sont chiffrées, en moyenne, à 6 005.
- Ainsi, les 3 600 ménages en moins représentent environ 60 % des mises en chantier annuelles moyennes. Une proportion non négligeable.



## Les taxes foncières

- À Québec, il est estimé que 53 % des ménages sont propriétaires. En supposant que les ménages, dont les postes sont délocalisés, se comportent comme la moyenne, 1 930 ménages devraient être propriétaires, ce qui représente 4,6 millions \$ en revenus foncières pour la Ville.

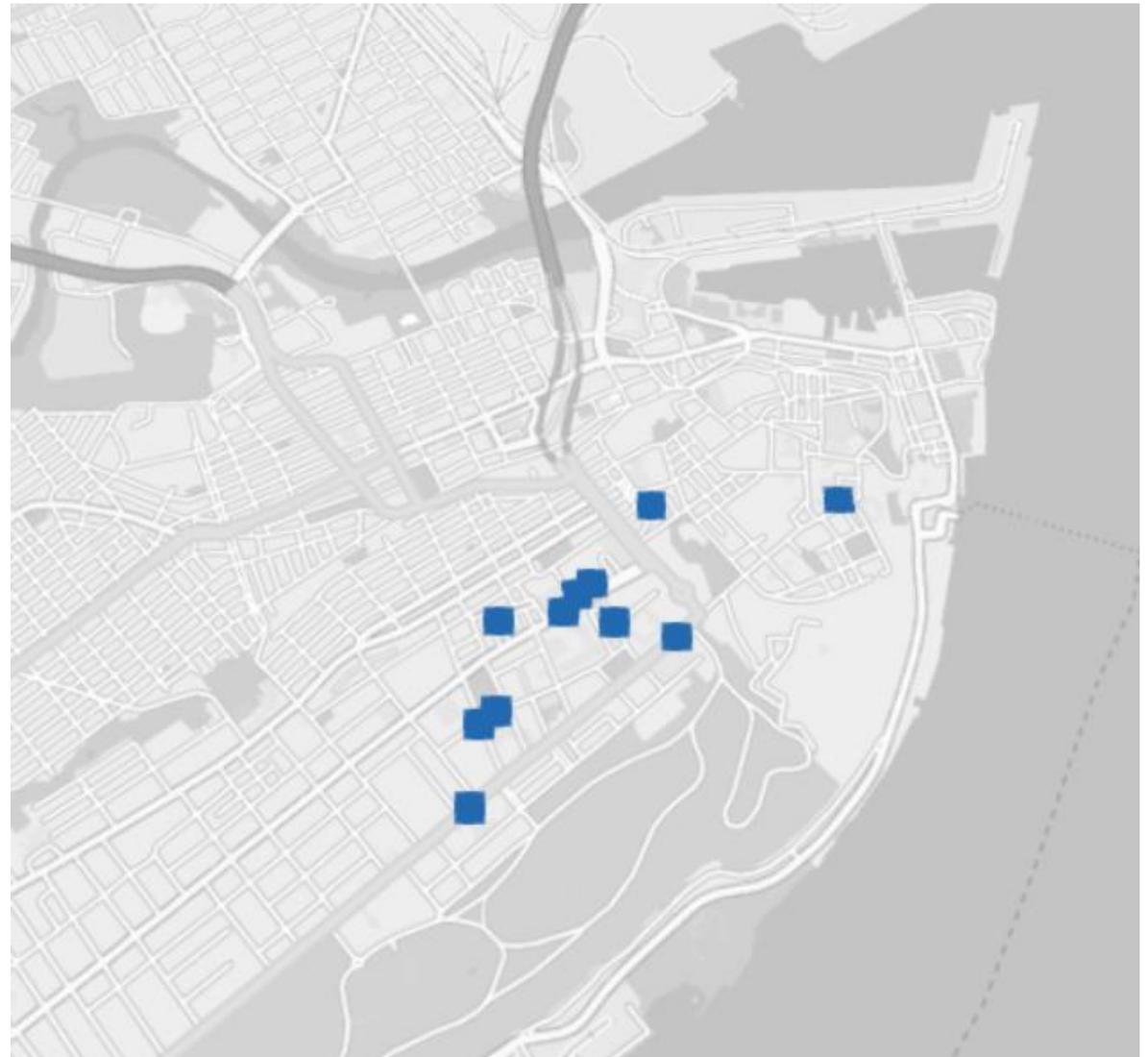
# Les effets du PGR ne se limitent pas aux pertes économiques (2/2)

## Le centre-ville de Québec

Avec une forte concentration d'organisations et de ministères dans le centre-ville de Québec et en périphérie de la Colline Parlementaire, la délocalisation de 3 600 emplois de la fonction publique aura des répercussions sur les commerces et restaurants avoisinants. Les effets économiques seront vraisemblablement concen

La crise sanitaire a ébranlé les centres-villes qui ont été délaissés par des milliers de travailleurs lorsque le télétravail est devenu obligatoire. La délocalisation de 3 600 emplois aura des effets moins prononcés que l'obligation du télétravail, mais non négligeables.

Représentation cartographique de ministères dans le centre-ville de Québec





# Conclusion

Mise en contexte et objectif de l'étude

Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

Effets économiques du PGR sur la région de Québec

**Conclusion**

Annexes

# Des pertes économiques à Québec de 527 M\$ et plus de 7 000 emplois affectés après 10 ans

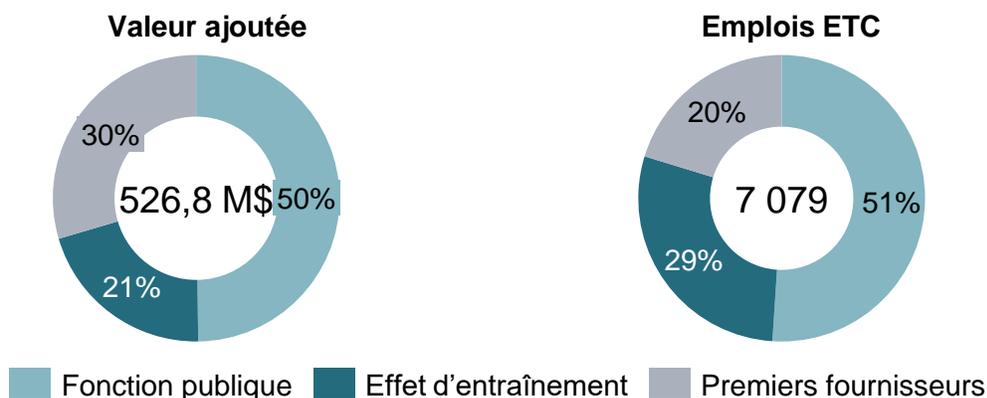
La présente étude a permis d'estimer les pertes économiques rattachées au PGR pour la région de Québec.

Le Plan gouvernemental de régionalisation de 5 000 employés de la fonction publique aura des conséquences économiques sur la région de Québec

- Bien que le plan vise à délocaliser 5 000 travailleurs, les répercussions sur le marché de l'emploi seront encore plus importantes en incluant l'effet d'entraînement des familles
- Ce ne sont pas uniquement les salaires et les dépenses de consommation découlant des emplois délocalisés de la fonction publique qui auront un effet sur l'économie de Québec, mais également ceux de leur conjoint(e)
- Rappelons que le secteur des services sera le plus durement touché par les dépenses de consommation en moins et plus particulièrement les commerces de détail et de gros ainsi que les restaurants et les hébergements, deux secteurs qui ont été durement touchés par la crise sanitaire.

## Pertes économiques pour la Capitale-Nationale

Capitale-Nationale, 2028; en emplois ETC, en millions \$ de 2022



## Des effets qui vont au-delà des pertes économiques pour la région



- Répercussion sur l'achalandage du centre-ville de Québec
- Libération de près de 400 000 p<sup>2</sup> de superficie de bureau
- Possible baisse des valeurs foncières des commerces au centre-ville de Québec
- Affaiblissement du secteur des services, déjà durement touché par la crise sanitaire



# Annexes

Mise en contexte et objectif de l'étude

Portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise

Cadre d'analyse, hypothèses et considérations méthodologiques

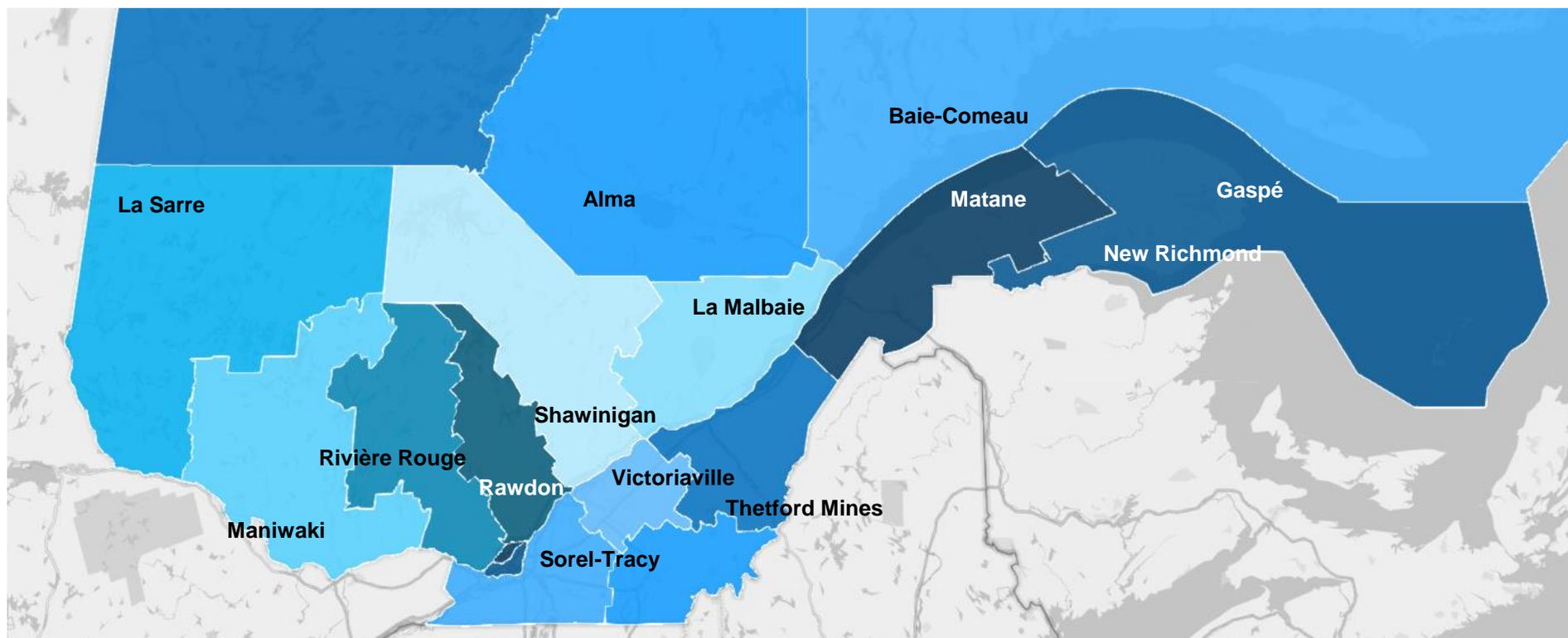
Effets économiques du PGR sur la région de Québec

Conclusion

**Annexes**

# Les 15 MRC et municipalités ciblées par le PGR

MRC de la Matanie	Matane	MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Alma	MRC Charlevoix-Est	La Malbaie
MRC Shawinigan	Shawinigan	MRC Le Granit	Lac-Mégantic	MRC La Vallée-de-la-Gatineau	Maniwaki
MRC Abitibi-Ouest	La Sarre	MRC Manicouagan	Baie-Comeau	MRC La Côte-de-Gaspé	Gaspé
MRC Bonaventure	New Richmond	MRC Les Appalaches	Thetford Mines	MRC Matawinie	Rawdon
MRC Antoine-Labelle	Rivière Rouge	MRC Pierre-de-Saurel	Sorel-Tracy	MRC Arthabaska	Victoriaville

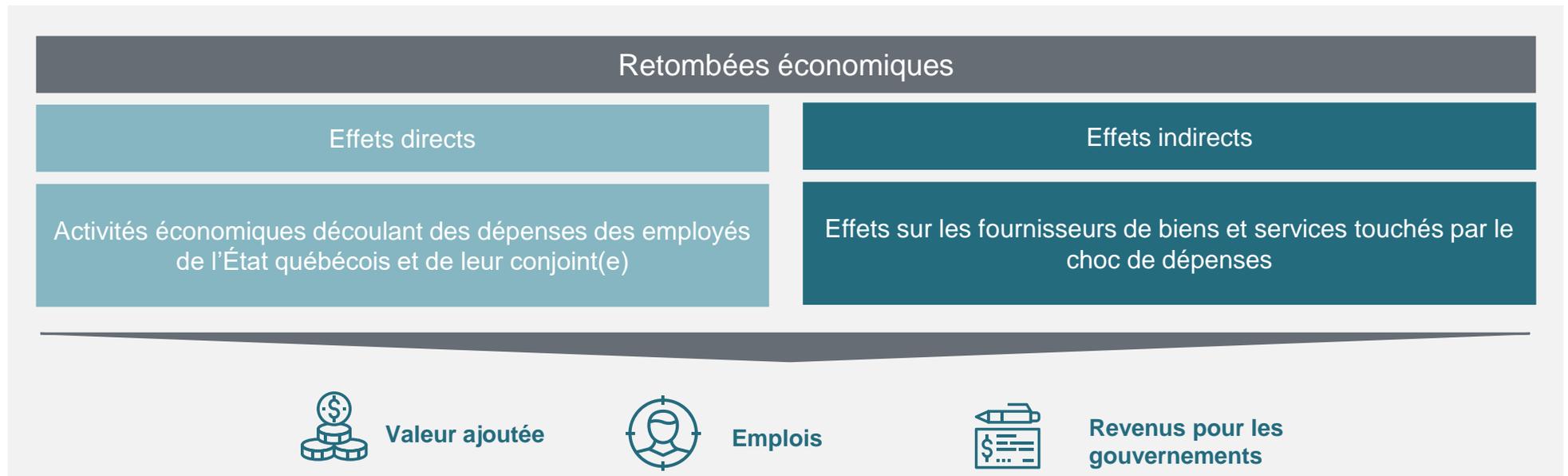


# Le cadre de référence pour estimer les retombées économiques

L'estimation des retombées économiques vise à mesurer les répercussions de l'injection de dépenses dans l'économie (le « choc » de dépenses). Ces dépenses ont des effets directs dans le secteur stimulé et se répercutent sur d'autres secteurs par l'entremise d'un effet de cascade sur les fournisseurs en biens et services (effets indirects)

- Dans le cadre de cette étude, le choc est en demande finale, soit les dépenses courantes des consommateurs. Les effets directs correspondent donc aux activités économiques générées par les premiers fournisseurs alors que les effets indirects sont attribuables aux fournisseurs des premiers fournisseurs
- Les effets directs et indirects supportent des employés qui vont réaliser des dépenses de consommation additionnelles. À leur tour, ces dépenses vont stimuler l'activité dans plusieurs secteurs de l'économie, créant des effets induits
- Habituellement, les retombées économiques sont exprimées en termes de valeur ajoutée (PIB), d'emplois supportés et de revenus pour les gouvernements
- Étant donné que nous nous concentrons sur les pertes économiques pour la région de Québec, les revenus fiscaux et les effets indirects n'ont pas été retenus.

## Cadre de référence des études de retombées économiques



# L'estimation des retombées économiques exige de poser des hypothèses et la prise en compte de limites

Aviso a posé une série d'hypothèses afin de réaliser l'estimation des retombées économiques de la délocalisation d'employés de la fonction publique vers les régions du Québec. Suit ainsi un rappel des principales hypothèses auxquelles les auteurs ont eu recours :

- Les simulations ont été effectuées sur la base des dépenses courantes des ménages par l'économie du Québec. Les dépenses courantes ont été associées à la masse salariale qui quittera la région de Québec.
  - À cet égard, la masse salariale sur 10 ans a été estimée en fonction des données émises par le Conseil du Trésor. L'inflation a été appliquée afin de transformer les salaires de 2022 en \$ de l'année courante jusqu'en 2028. Ainsi, les retombées économiques pourraient augmenter ou diminuer si l'inflation dans les prochaines années était plus ou moins forte que les prévisions consultées.
- Les estimations des retombées économiques sont basées sur les structures industrielles québécoises du modèle intersectoriel (entrée-sortie) de l'Institut de la statistique du Québec. Les résultats pourraient varier si la structure industrielle venait à changer
- L'estimation du choc économique et des retombées économiques est présentée en dollars canadiens de 2022. Lorsque les statistiques ne sont pas présentées en dollars de 2022, une note est ajoutée
- Les retombées économiques sont estimées à l'échelle du Québec
- Les effets induits n'ont pas été pris en compte étant donné les dynamiques du marché de l'emploi
- Les analyses complémentaires ont été réalisées à partir des données publiques secondaires disponibles au mois de mai 2022.

L'étude de retombées économiques est un outil puissant d'information et d'aide à la prise de décision. Il faut toutefois être conscient que cet outil comporte des limites, dont les principales sont que le modèle :

- ne prend pas en considération la notion de temps. Il s'agit d'un impact à un moment dans le temps. C'est pour cette raison qu'on appelle les retombées «statiques»
- est linéaire. Les relations intersectorielles et les parts de marché sont fixes et indépendantes du niveau de production des secteurs d'activité. Il y a donc absence d'économie d'échelle, de phénomène de rareté, et «aucun effet de substitution entre les intrants de production. La technologie aussi est fixe et indépendante du niveau de production».

# Définitions (1/2)

<b>Autres fournisseurs</b>	Les autres fournisseurs correspondent aux fournisseurs subséquents ou aux fournisseurs des premiers fournisseurs.
<b>Dollars constants</b>	Les dollars constants correspondent à une normalisation des dollars observés sur plusieurs années et exprimés selon leur valeur (ou leur pouvoir d'achat) au cours d'une seule année. Une unité mesurée en dollars constants est corrigée pour l'inflation (les variations de prix), ce qui permet de la comparer à travers le temps, c'est-à-dire pour un pouvoir d'achat constant. Par exemple, le PIB nominal du Québec observé entre 2007 (en dollars courants de 2007) et 2017 (en dollars courants de 2017) peut être ajusté pour l'inflation et être exprimé en dollars constants de 2007. Le PIB nominal 2007-2017 ajusté pour l'inflation correspond au PIB réel 2007-2017.
<b>Dollars courants</b>	Les dollars courants renvoient à la valeur d'une monnaie à la période courante. Par exemple, le PIB nominal de 2007 est exprimé en dollars de 2007 et le PIB nominal de 2017 est exprimé en dollars de 2017. Les dollars courants de 2007 ne sont pas comparables aux dollars courants de 2017, puisque le niveau des prix et incidemment les pouvoirs d'achat des deux périodes sont différents.
<b>Effets directs</b>	L'effet direct est l'incidence sur l'économie attribuable à l'élément sur lequel porte l'analyse, soit les dépenses de consommation des ménages et les dépenses en salaires et traitements aux travailleurs touchés de près ou de loin par le PGR. Il est associé aux effets immédiats engendrés par les dépenses analysées. Par exemple, il fait référence aux salaires versés aux emplois délocalisés.
<b>Effets indirects</b>	Les effets indirects découlent de la demande en biens et services nécessaires aux activités des fournisseurs des premiers fournisseurs et couvrent la chaîne d'approvisionnement québécoise. Ces effets correspondent, par exemple, à la demande de biens intermédiaires auprès des divers fournisseurs des activités de fonctionnement. Suivant la même dynamique d'interaction entre l'activité directe étudiée auprès des premiers fournisseurs, les effets indirects englobent les effets associés aux fournisseurs des fournisseurs. La répartition de la demande de biens et services dans les secteurs productifs québécois s'effectue ainsi en rondes successives.
<b>Emplois soutenus</b>	Les emplois soutenus sont issus de la demande de travail des secteurs d'activité qui doivent engager des employés dans leur processus de production, afin de répondre à la demande de biens et services issue de la dépense initiale. Les emplois soutenus représentent la charge de travail annuelle utilisée par une industrie pour satisfaire la demande qui lui est adressée. Les emplois soutenus ne correspondent pas à des emplois créés puisqu'il s'agit d'un équivalent en termes de charge de travail plutôt que d'une comptabilisation d'emplois.

# Définitions (2/2)

<b>Équivalent temps complet en année-personne (ETC)</b>	<p>Une année-personne correspond à une personne travaillant un nombre d'heures normalement travaillées dans un secteur donné pendant une année. Ainsi, le nombre d'années-personnes permet de comptabiliser sur une base commune les travailleurs à temps plein, ceux qui font des heures supplémentaires, ceux qui travaillent à temps partiel et les employés saisonniers. Par exemple, pour un employé qui a travaillé durant 3 mois pour un total de 600 heures, si les employés du secteur étudié ont des semaines de 40 heures sur une base régulière, l'équivalent temps plein associé à ce travailleur est : <math>600 \text{ h} / (52 \text{ sem.} * 40 \text{ h/sem.}) = 0,29</math> année-personne.</p>
<b>Fuites</b>	<p>Les fuites font référence à la demande de biens et services qui ne génèrent pas d'activité additionnelle auprès des fournisseurs québécois. Elles sont principalement constituées des importations interprovinciales et internationales, de l'utilisation de stock ou d'achats de biens usagés.</p>
<b>Premiers fournisseurs</b>	<p>Les premiers fournisseurs sont les fournisseurs immédiats ou les fournisseurs du secteur sollicité par la dépense initiale.</p>
<b>Taux de croissance annuel composé (TCAC)</b>	<p>Le taux de croissance annuel composé (TCAC) est le taux de croissance annuel moyen d'un indicateur sur une période donnée. Il ne s'agit pas du taux de croissance réel mais d'un taux de croissance moyen et constant pour la période donnée.</p>
<b>Valeur ajoutée et produit intérieur brut (PIB)</b>	<p>Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur qui mesure la valeur ajoutée associée aux biens et services produits par les agents économiques d'une région au cours d'une période donnée. Lorsqu'une société fabrique un produit ou fournit un service, elle est rarement l'artisan de tout ce qui compose le produit ou le service. Généralement, elle a acheté des matières premières et des produits semi-finis ou finis, en plus d'avoir obtenu les services d'autres entreprises (consommations intermédiaires) pour assurer sa propre production. Par ailleurs, d'un point de vue macroéconomique, qu'elle soit directe ou indirecte, la valeur ajoutée est essentiellement constituée du bénéfice brut d'exploitation (une variable économique qui s'apparente au BAIIA en comptabilité) et de la masse salariale. Enfin, comme le PIB est habituellement présenté comme un flux annuel de production, il n'est généralement pas opportun de présenter la somme du PIB d'une activité sur plusieurs années.</p>



**Montréal**

451 rue Sainte-  
Catherine O. #301  
514-667-0023



**Québec**

125 boul. Charest E,  
#401  
418-476-0185